



## La Tunisie compter lever 3 milliards \$, se déclare capable de rembourser sa dette et payer les salaires

De tempérament peu volubile et généralement porté sur les lieux communs et les assertions consensuelles, le ministre de l'Economie et des finances, Ali Kooli, vient de délivrer, dans une interview à Reuters, une interview au gré de laquelle on peut se faire une idée et se forger une conviction sur ce que serait la situation financière de la Tunisie cette année.

Non qu'il se soit agi d'un nouveau cap qui est en train d'être imprimé à toute l'ordonnance économique du pays, mais on a eu droit à quelques indications qui, alignées dans un cadre stratégique, confèrent une clarté inhabituelle aux approches économiques du gouvernement aux antipodes des acrobaties auxquelles il avait l'habitude de se livrer, en matière budgétaire, par exemple.

Ainsi, on sait, désormais, que la Tunisie va émettre des obligations d'une valeur de 3 milliards de dollars cette année et se propose de renouveler certains accords de crédit existants tout en mettant en route des réformes économiques élargies. Kooli a expliqué qu'avec un déficit estimé à 11,5 % du produit intérieur brut l'année dernière et une dette publique de 90 % du PIB, la Tunisie projette d'entreprendre des réformes pour réduire la masse salariale et la compensation élevées et pour restructurer les entreprises publiques peu performantes.

« Notre situation est difficile, mais cela ne signifie pas que nous ne sommes pas en mesure de payer les salaires ou de rembourser notre dette », a assuré le ministre, encore plus rassurant quand il indique que la Tunisie pourrait aisément faire face aux remboursements dus au cours du premier semestre 2021. Ceci alors que le budget de l'Etat pour 2021 évoque des besoins d'emprunt de 19,5 milliards de dinars tunisiens (7,2 milliards de dollars), dont environ 5 milliards de dollars en prêts étrangers. Il estime les remboursements de la dette dus cette année à 16 milliards de dinars, contre 11 milliards de dinars en 2020.

Une garantie US pour un prêt d'1 milliard \$ !

Dans cet ordre d'idées, Kooli a révélé que la Tunisie souhaite un nouvel accord de garantie de prêt d'un milliard de dollars de la part des Etats-Unis, ce qui, a-t-il précisé, pourrait l'aider à garantir les 3 milliards de dollars d'émissions d'obligations, une première pour lui. Sur sa lancée, le gouvernement espère aussi parvenir à un accord avec le Fonds monétaire international sur un nouveau programme de financement, dès lors que les récentes consultations au titre de l'article IV étaient un pas dans cette direction.



Toutefois, le ministre de l'Economie et des finances a souligné que la Tunisie n'avait pas encore décidé du montant des fonds à lever à la faveur de la sa nouvelle sortie sur le marché financier international et qu'elle prenait des mesures pour améliorer sa cote de crédit et obtenir l'aval du FMI pour cette initiative.

« Je crois qu'il y a une réelle possibilité d'aller sur les marchés pour au moins 1 milliard de dollars en 2021 », a-t-il dit, ajoutant que la somme plus élevée de 3 milliards de dollars serait également possible. La Tunisie envisage divers instruments, dont un sukuk pour la première fois, un club deal, une action spécifique pour le marché asiatique ou une émission d'obligations libellées en dollars, a dit Kooli, sans donner de détails. Il n'en a pas moins fait savoir que le gouvernement peut également émettre, séparément, un sukuk pour le marché intérieur avant juillet, a-t-il dit, ajoutant qu'il pourrait être de l'ordre de 300 millions de dinars.

#### Dégraissier les salaires et réduire le temps de travail dans le public

La Tunisie passera à une compensation et des subventions ciblées au cours des prochains mois, a annoncé le ministre Kooli de même que des plans de restructuration des entreprises publiques après le mois de Ramadan, qui se termine cette année à la mi-mai.

Le principal syndicat tunisien, l'UGTT, a déjà résisté à toute privatisation, mais Kooli a affirmé qu'il ne s'attendait pas à des problèmes, ajoutant que le gouvernement « ne cherchait pas querelle ».

En ce qui concerne la masse salariale du secteur public, le ministre de l'Economie et des finances a révélé que le gouvernement envisage différentes façons de la réduire, par exemple, en proposant un salaire légèrement inférieur pour des heures de travail fortement réduites. « La possibilité de travailler à mi-temps et d'être payé un peu plus que la moitié du salaire est une piste que nous envisageons », a-t-il dit.

#### Compensation : Des cartes digitales

Toutefois, la pandémie pourrait retarder certaines réformes, à la fois pour éviter d'accroître les épreuves économiques qu'endurent les Tunisiens ordinaires et parce que ce n'est pas le bon moment pour attirer des investissements potentiels dans les entreprises publiques.

Des subventions ciblées comprendront la distribution de cartes numériques pour les Tunisiens à faibles revenus ainsi que d'autres mesures, a-t-il dit. Cependant, le gouvernement est encore en train d'évaluer combien de personnes ont besoin d'aide,



quels prix devraient avoir les différents produits et comment éviter une forte hausse du taux d'inflation, a-t-il souligné.

Bien que le chef du gouvernement, Hichem Mechichi, ait déjà annoncé une nouvelle unité pour reprendre les entreprises publiques du contrôle direct des ministères, les détails des réformes ne seront pas annoncés avant qu'elles ne soient finalisées, a dit Ali Kooli, confirmant d'ores et déjà que le gouvernement vendra sa participation dans certaines entreprises sans les identifier. Il s'est demandé si l'État devait détenir des parts minoritaires dans des entreprises, s'il devait posséder des actions dans 12 banques, comme c'est le cas actuellement, ou dans des jeux d'argent et de hasard et les paris.

Tous les revenus générés par la privatisation seraient réinjectés dans d'autres entreprises publiques que le gouvernement souhaite restructurer, a-t-il assuré.

**Source : African Manager**